

VENDREDI 28 AOÛT 2009

[Abonnez-vous](#) [Gérez votre abonnement](#)[À la une](#) > [Asie](#)

REVUE DE PRESSE • Chine : en finir avec les organes pris sur les condamnés à mort

Confrontées à un grave manque de dons d'organes, les autorités chinoises ont décidé d'expérimenter un nouveau système. Ce faisant, elles révèlent que 65 % des transplantations étaient jusqu'à présent assurées par des prélèvements effectués sur des prisonniers exécutés.

28.08.2009 | Agnès Gaudu



© AFP

Prisonniers condamnés à mort, Wenzhou, 2004.

Le jour même où le ministère de la Santé chinois annonçait à ses citoyens le lancement de l'expérimentation à grande échelle d'un nouveau système de dons d'organes, il révélait que 65 % des greffons provenaient à ce jour des condamnés à mort exécutés. Mais seule la presse à destination de l'étranger a révélé ce chiffre, en l'occurrence, le quotidien anglophone [China Daily](#). C'est la première fois qu'un tel chiffre, éclairant quant à l'ampleur de la peine de mort en Chine et sur les pratiques s'y rapportant, est donné par des sources officielles. La presse en chinois s'est bornée à publier l'annonce de l'expérimentation du nouveau système, sans rapporter l'information sur l'origine des dons. Celle-ci a en revanche été largement difusée par la presse de Hong Kong.

La mise en place du nouveau système de dons d'organes a pour but d'éliminer la dépendance à l'égard du don d'organe lié aux exécutions, ainsi que de lutter contre le trafic d'organe, a précisé le [China Daily](#). Dans une

dizaine de grandes villes et de provinces, des registres de donateurs vont être mis en place par la Croix-Rouge, tandis qu'une campagne en faveur du don va être lancée et un fonds de financement constitué pour aider les patients peu fortunés. "La Chine doit mettre en place dès que possible un système de dons compatible avec sa situation nationale et avec les principes éthiques internationaux", affirme le ministre de la Santé Huang Jiefu. "Les prisonniers exécutés ne sont absolument pas une source adéquate pour la greffe d'organes", ajoute-t-il, en précisant cependant que les droits des prisonniers sont observés et qu'un consentement écrit est requis.

Le manque de dons d'organes est chronique en Chine, il est dû à l'importance accordée par les Chinois au respect du corps des défunts. L'utilisation des organes de prisonniers exécutés est critiquée depuis de longues années par les organisations de défense des droits de l'homme, mais c'est la première fois qu'un chiffre est donné sur ce sujet. Les autorités avaient admis en 2006 avoir recours à cette méthode, sans en donner l'ampleur. On estime les besoins de greffes en Chine à 1,5 million de cas, mais 10 000 seulement sont réalisées chaque année en raison du manque de dons, note le *China Daily*. Si l'on rapproche ce chiffre du pourcentage de 65 % indiqué, on peut déduire qu'au moins 6 500 organes greffés proviendraient de condamnés exécutés. Le nombre d'exécutions est un secret d'Etat en Chine, mais au moins 1 700 exécutions ont eu lieu en 2008, selon Amnesty international.

Selon des statistiques incomplètes, la Chine a déjà réalisé 86 800 greffes de reins, 14 643 de foie, 717 transplantation cardiaques, 165 greffes de poumons et 226 autres types de greffes, rapporte l'agence [Xinhua](#). Mais elle n'indique pas la date initiale de ce décompte. Il semble que la multiplication de cas de trafic d'organes ainsi que la corruption entourant ces pratiques aient finalement incité les autorités à y remédier. Certains hopitaux ignorent les lois et font de gros profits sur le dos des patients. Une greffe de rein peut coûter jusqu'à 200 000 yuans [20 000 euros], le prix minimum étant, selon les experts, d'au moins la moitié. Par ailleurs, selon Chen Zhonghua, spécialiste de la greffe à l'hôpital Tongji [à Shanghai], alors que seulement 15 % des greffons étaient prélevés sur des individus vivants en 2006, cette proportion serait passée à près de 40 % aujourd'hui. "L'une des tâches cruciales du nouveau système est bien de lutter contre le trafic d'organes", rappelle le ministre de la Santé. Une macabre affaire rapportée en juin par la presse a précipité le lancement de la réforme, explique le site du magazine économique [Caijing](#). On avait découvert dans la province du Guizhou, dans le sud-ouest du pays, le corps d'un vagabond délesté de certains de ses organes. La piste suivie par la police a mené jusqu'à un hôpital universitaire de Canton, dont un médecin faisait des allées et venues vers le Guizhou. L'enquête est encore en cours.